



**PRÉFET
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
40 rue de la Préfecture
58000 Nevers

Nevers, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

G2R IMMO (ex GROUPE REGAIN SA)

64 Quai de Loire
58600 Fourchambault

Références : [référence à compléter](#) 240490
Code AIOT : 0024800008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement G2R IMMO (ex GROUPE REGAIN SA) implanté 64 Quai de Loire 58600 Fourchambault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G2R IMMO (ex GROUPE REGAIN SA)
- 64 Quai de Loire 58600 Fourchambault
- Code AIOT : 0024800008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Regain Eco-plast et Groupe Regain sont des filiales de G2R IMMO spécialisées dans le recyclage de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E). Sur son site de Fourchambault, Regain Eco-Plast démantèle, valorise et recycle notamment des écrans de télévisions (à rayon cathodique, LCD, plasma, LED), alors que Groupe Regain traite et dépollue les tubes cathodiques (verre, parties métalliques, luminophores). Le site emploie environ 60 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative	Lettre du 10/09/2024	Demande d'action corrective	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 30.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 31	Demande d'action corrective	3 mois
10	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bruit	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 22.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	ACCÈS, SURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 29.	/	Sans objet
4	Voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 30.1	/	Sans objet
7	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.1	/	Sans objet
8	Formation	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.2	/	Sans objet
9	Consignes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.3	/	Sans objet
11	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		32.5.1		
12	Moyens humains	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien géré, des points d'amélioration ont été soulevés.
L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit déclarer les modifications de son installation à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 22.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :cf tableau p.13 de l'AP
Constats : L'inspection de 2017 relevait des dépassements dans les mesures de bruits en deux points. Lors de l'inspection de 2021, il a été constaté également un non-respect des niveaux acoustiques admissibles fixés à l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral. Le rapport de SOCOTEC des mesures acoustiques du 09/01/2024 n'appelle pas d'observations. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 10/09/2024
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée :

Désignation de l'activité	Rubrique CPE	Régime actuel	Observations
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : [...] - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques, [...]	3510	A	Capacité de traitement : 60 t/jour
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	3550	A	2400 t
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques; le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	2711-1	A	1200 m ³
Installation de transit,	2713-1	A	1322 m ²

regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712; la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²			
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	2714-1	E	1200 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	2716-1	E	1059 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets conte-	2718-1	E	2400 t

nant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793; la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t			
Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	2790	A	Sans seuil
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782; la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	2791-1	A	60t/j
Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'au-	2515-1b	E	370kW

tresrubriques et par la sous-rubrique 2515-2; la puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW, mais inférieure à 550 kW			
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.); la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.	2661-2b	D	3,2t/j
Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques); le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	2662-3	D	130m ³
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	2715	D	1150 m ³ (1623t)

Constats :

Le classement est à jour sauf concernant les rubriques 2718-1 et 2792-1b.

Les quantités déclarées ne sont pas dépassées au jour de l'inspection.

A noter que la rubrique des installations classées n° 2718-1 est une rubrique sous le régime de l'autorisation et non de l'enregistrement.

Certains téléviseurs contiennent des condenseurs contenant du PCB, ainsi l'installation est également classée à déclaration au titre de la rubrique 2792-1b

Un APC modificatif doit être édité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire un porter-à-connaissance auprès de l'inspection des installations classées afin de régulariser sa situation administrative et ajouter la rubrique 2792-1b à ses activités. Il doit ainsi également justifier de la conformité de son installation à l'arrêté ministériel du 8 mars 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2792-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La rubrique n° 2718-1 sera actualisée lors de cette régularisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : ACCÈS, SURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 29.

Thème(s) : Risques accidentels, Accès

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie. La clôture doit être suffisamment résistante pour interdire l'accès aux installations. Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, doivent se situer à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement. Les accès à l'établissement doivent être surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

Constats :

L'installation est délimitée par des murs d'environ 3 m au niveau de la voirie et clôturée en limite de l'entreprise voisine. L'accès au site est limité par un portail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 30.1
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation
Prescription contrôlée : Les installations doivent être facilement accessibles par les services de secours. Les voies et aires de circulation doivent être aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès doivent être nettement délimitées,
Constats : Les voies d'accès sont dégagées pour laisser passer les engins d'assistance et de secours. Une astreinte est mise en place, deux personnes peuvent intervenir en 5 à 10 min pour ouvrir aux pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 30.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NEC 14 100 et NFC 15 100. Elles doivent être réalisées par du personnel compétent. De plus, l'exploitant doit définir sous sa propre responsabilité les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives au sens de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées. Il doit déterminer les caractéristiques des équipements électriques qui les équipent. Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et les sources d'éclairage inadaptées doivent être interdites. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices qui équipent ces zones doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques (et des éventuelles installations extérieures de protection contre la foudre) doivent être interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre. Les caractéristiques de ces équipements doivent être périodiquement vérifiées selon les normes et règlements en vigueur. Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou modification.
Constats : Le dernier Q18 a été établi le 15/01/2024, ce rapport présente 22 non-conformités mineures. L'exploitant a été en mesure de présenter un plan d'action permettant de résorber ces non-conformités.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit solder les non-conformités relevées sur ses installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès doivent être nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours. L'exploitant doit fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles doivent être portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation. Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne doivent pas dépasser, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail. L'exploitant doit disposer, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables. L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les voies de circulation sont dégagées, le plan de circulation est affiché et une signalisation correcte est présente sur site. L'exploitant ne dispose pas de l'état des stocks journalier de produits toxiques ou inflammables. L'exploitant dispose des FDS de ses produits dangereux. Les différents fûts et contenants de produits dangereux sont étiquetés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer de l'état des stocks journalier de produits toxiques ou inflammables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Détection et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et alarme
Prescription contrôlée :

Les moyens d'alarme et de détection doivent être accessibles en permanence.
Constats : Le site dispose d'une alarme incendie et d'une vidéosurveillance, en revanche le site ne dispose pas de système de détection incendie. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 impose de disposer d'une détection incendie et sera applicable à partir du 1 ^{er} janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.
Constats : L'installation forme 10 employés différents par an aux extincteurs, les attestations de formation 2022 et 2023 ont été présentées à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : L'exploitant doit élaborer des consignes de sécurité et doit veiller à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous-traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement. Ces consignes doivent être affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées. Ces consignes doivent prévoir notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion : - l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents ; [...]
Constats : Les consignes de sécurité sont établies et affichées dans les ateliers ainsi que les plans d'intervention. L'interdiction de fumer et d'utiliser des feux nus est affichée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.4

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

Constats :

Le plan d'intervention en cas d'incendie à jour a été montré à l'inspection.
Les plans d'intervention en cas de : déversement accidentel, inondation, petits déversements internes et prévention des situations d'urgence ont été envoyés à l'inspection le 18/09/2024. Ces plans ne sont pas à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer de ses plans d'intervention à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels

Prescription contrôlée :

Selon le dossier de demande, l'établissement doit être doté d'au moins :

- extincteurs de 9 kg : 6 dans le bâtiment Montréal, 15 dans le bâtiment Morvan, 5 dans le bâtiment Nautylus, 18 dans le bâtiment Neptune, 1 dans le bâtiment Grignotte,
- 1 poteau d'incendie armé,
- un dispositif de pompage avec flotteurs dans la Loire pouvant fournir un débit de 200 m³/h.

Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Constats :

Le plan de locaux présentant l'emplacement des extincteurs a été mis à jour le 29/05/2024.
Le site dispose au total de 95 extincteurs qui ont fait l'objet d'une vérification le 30/11/2023. Le rapport de vérification n'appelle pas d'observation.
Le site dispose d'un poteau incendie ainsi que d'une bouche incendie qui ont été contrôlés le 2

<p>septembre 2024 par la SAS HYDR'ELEC. Les conclusions montrent que les deux sont fonctionnels. Le site dispose de RIA qui ne sont plus utilisés dans la défense incendie. Ils ne sont donc plus contrôlés mais toujours fonctionnels.</p> <p>La défense incendie ne présente pas de défaut mais ne correspond pas à la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déclarer à l'inspection des installations classées les modifications apportées à son installation, incluant les modifications de sa défense incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Moyens humains

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens humains</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnels doivent être informés et formés à la manipulation des moyens d'intervention existant sur le site (équipement de première intervention dans l'attente de l'arrivée des secours).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant forme 10 personnes par an à la manipulation des extincteurs. L'inspection a vu les attestations de formation de 2022 et 2023, la session de formation 2024 est prévue le 5 novembre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>